



Conseil économique et social

Distr. générale
30 novembre 2017
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée

générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté

visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par World Organization of Governance and Competitiveness, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'économie numérique : vectrice de progrès en matière de réduction de la pauvreté

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui comprend 17 objectifs de développement durable, constitue le cadre de développement le plus ambitieux jamais convenu pour libérer le monde de la pauvreté et de la faim, garantir une croissance économique socialement équitable et écologiquement durable, et permettre à tous de vivre une vie plus longue, plus saine et plus prospère, dans un monde exempt d'inégalités entre les sexes, où la paix et l'égalité des chances règne.

Nouvelle mondialisation

Cette transformation marque ni plus ni moins un tournant révolutionnaire dans la façon dont le monde dessine les contours d'une mondialisation inclusive, globale et morale. Appelée « développement durable », cette nouvelle mondialisation est caractérisée par une croissance économique socialement équitable et écologiquement viable. La nature même de la mondialisation est en train de changer. De « croissance économique à n'importe quel prix » – ce qui a permis de générer de la croissance économique mais au prix, considérablement élevé, d'une hausse des inégalités de revenu, d'une dégradation massive de l'environnement et de sociétés fracturées –, elle prend le chemin du développement durable, ce qui permettra à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies de récolter les bénéfices d'une mondialisation associant objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

La libre circulation des biens et des services s'est étiolée au lendemain de la crise de 2008 et la libre circulation des personnes est devenue une question extrêmement sensible lors des dernières élections, sans oublier que les fruits de l'ancienne mondialisation ont été inégalement répartis. La numérisation et les flux ininterrompus d'informations et d'idées de part et d'autre des frontières lui emboîtent par conséquent le pas, et jettent les bases d'un monde nouveau et plus interconnecté que jamais, dans lequel l'économie numérique occupe une place de plus en plus centrale. L'ordre mondial centré autour d'une poignée de puissantes institutions financières et structures d'échange est peu à peu délaissé au profit d'un ordre mondial plus démocratique et décentralisé, qui donne aux individus les moyens d'être les acteurs d'une économie mondiale fondée sur la transparence, la responsabilisation et l'ouverture.

État actuel du développement durable

La tendance mondiale actuelle en matière de réalisation des objectifs de développement durable est profondément préoccupante. Dans son rapport de 2017 intitulé *Point annuel sur les objectifs de développement durable*, le Secrétaire général prend la mesure des changements à opérer pour éliminer la pauvreté et en finir avec la faim.

Ce rapport révèle tout d'abord que pour bon nombre de personnes, les progrès sociaux sont trop lents. Bien que la pauvreté mondiale ait été réduite de moitié depuis l'année 2000, tous les pays affichent des écarts sur le plan des résultats, et des efforts supplémentaires doivent être faits pour augmenter les revenus, alléger les souffrances et renforcer la résilience des personnes vivant encore dans l'extrême pauvreté, en particulier en Afrique subsaharienne, en Océanie et en Asie du Sud. Selon les estimations, en 2013, 767 millions de personnes de ces régions vivaient toujours en

dessous du seuil international de pauvreté fixé à 1,90 dollars par jour et 42 % de la population d'Afrique subsaharienne vivait encore dans des conditions d'extrême pauvreté.

Il convient ensuite de noter que la croissance actuelle n'est pas soutenable. Les révolutions industrielles ont contribué au développement économique, mais cela s'est fait, dans une large mesure, au détriment de la planète. Des scientifiques du Stockholm Environment Institute ont déterminé que quatre des neuf limites planétaires avaient déjà été franchies, à savoir les changements climatiques, l'érosion de la biodiversité, la modification de l'usage des sols et la perturbation des cycles biochimiques, soumettant ainsi les systèmes terrestres à un niveau de stress sans précédent. On estime en outre que d'ici à 2030, les pays perdront ce qui équivaut à 4 500 milliards de dollars en valeur matérielle, du fait qu'ils négligent de réintégrer dans leurs chaînes d'approvisionnement de précieuses ressources.

Enfin, on se dirige vers une dangereuse hausse de la température mondiale moyenne. L'année 2016 a été la plus chaude jamais enregistrée ; les niveaux de dioxyde de carbone atteignent des sommets jamais égalés et le niveau de la mer s'élève d'environ un huitième de pouce chaque année, générant ainsi de nouvelles vagues de migrants économiques.

Transformation des chaînes de valeur et création de nouveaux pôles d'activités économiques

L'humanité est à un moment important de son histoire. Afin de combler les lacunes actuelles dans la réalisation des objectifs de développement durable, chaque pays doit accélérer le rythme de ses progrès, les petits États insulaire en développement et les pays en développement à faible revenu étant ceux qui doivent déployer le plus d'efforts en la matière.

Dans un rapport qu'ils ont publié récemment, l'Initiative mondiale du secteur des TIC en faveur de l'environnement et du développement durables et Accenture, ont relevé qu'il ne restait plus que 15 ans pour atteindre les objectifs de développement durable, et que dans ce contexte, seules les solutions numériques permettraient de combler le besoin d'efficacité et de résultats concrets dont on avait tant besoin. L'économie numérique peut grandement contribuer à la transformation et au réajustement de nos sociétés et de nos économies ; elle a le pouvoir de concilier la croissance économique avec le progrès social et la protection de l'environnement et d'éliminer la pauvreté.

Aujourd'hui, la quantité de données produites dans le monde augmente comme jamais. Les experts prévoient que la production de données augmentera de 4 300 % par an d'ici à 2020. Sachant que plus de 95 % de la population mondiale vit dans des zones couvertes par un réseau de téléphonie mobile 2G et a accès à de nouveaux moyens d'être connectée (espaces blancs, fréquences de radiodiffusion inutilisées, etc.), la possibilité d'utiliser l'économie numérique pour transformer la façon dont les pauvres vivent et ont accès à l'information et aux services ne peut être sous-estimée.

L'économie numérique est la clé de la prospérité mondiale sans exclusive et constitue une formidable occasion, encore inexploitée, de faire entrer des innovations telles que l'intelligence artificielle, la technologie en nuage, les véhicules autonomes, la réalité virtuelle et augmentée, la robotique, la technologie de la chaîne de blocs, l'impression 3D et l'Internet des objets dans la vie des personnes les plus pauvres au monde, et de rendre ces innovations sûres, transparentes et explicables pour les

citoyens du monde entier. Les solutions numériques peuvent se propager rapidement de part et d'autre des frontières, dans tous les secteurs, et sont ainsi accessibles à toutes les catégories de revenus. Elles font des êtres humains des acteurs incontournables de la production et des services et sont gages d'une meilleure expérience, d'une durabilité plus grande et ce, à des coûts réduits. Privilégier les solutions numériques est en outre pertinent d'un point de vue commercial, sachant que pléthore de nouveaux modèles commerciaux voient le jour et que de nouveaux marchés émergent ainsi.

Les travaux de recherche menés par l'Initiative mondiale du secteur des TIC en faveur de l'environnement et du développement durables et Accenture ont montré que l'économie numérique permettrait de dégager un bénéfice de 9 000 milliards de dollars dans le monde en 2030, ce grâce à quoi les consommateurs, les entreprises et les États du monde entier pourront économiser plus de 4 600 milliards de dollars. Cela aura également pour effet de générer de nouveaux revenus, totalisant 4 500 milliards de dollars, dans des secteurs comme l'agriculture, le commerce de détail, l'éducation, les énergies renouvelables et la mobilité.

L'économie numérique renforce l'efficacité des opérations, et contribue notamment à une meilleure durée de fonctionnement et utilisation des actifs. Elle permet aux entreprises d'abandonner les produits au profit de services axés sur les résultats, qui offrent par exemple des garanties quant à la durée d'utilisation des machines dans les usines et au rendement des cultures sur une parcelle de terrain agricole donnée. La distribution numérique à coût zéro fait que de nos jours, les produits et les services sont accessibles au grand public et peuvent faire leur entrée sur le marché mondial en l'espace de quelques mois. Les activités bancaires – notamment en ligne – au moyen de dispositifs intelligents permettront à des millions de personnes d'intégrer le système financier. Le télétravail va radicalement changer la façon dont les gens travaillent à l'ère de l'économie du savoir, partout et à tout moment. Les solutions numériques, quelles qu'elles soient, vont transformer les modes de production et de consommation. La production industrielle intelligente, y compris par le biais de l'Internet des objets, de la communication de machine à machine, de l'impression 3D, des systèmes cyber-physique, de l'analyse des données, de l'informatique en nuage, des drones et de la robotique, ainsi que les technologies de production intégrées amélioreront la productivité et offriront aux individus des possibilités nouvelles de renforcer leurs compétences. L'économie numérique générera également de nouveaux types d'emplois. Le recours croissant à de la main d'œuvre numérique, notamment aux capteurs, aux assistants et aux robots intelligents, va transformer en profondeur l'éventail de qualifications et la concentration de la main-d'œuvre, et contribuer ainsi à la croissance de l'emploi sur le long terme.

Défis et recommandations

Le programme de développement durable pose au secteur de l'économie numérique plusieurs défis et suppose qu'il mette l'accent sur certaines priorités. Pour répondre à ces exigences, la World Organization of Governance and Competitiveness (WOGC) recommande de prendre les mesures ci-après : garantir la connectivité et l'accès de tous au réseau, s'interroger sur la mise en place de nouveaux moyens de connectivité, garantir l'accessibilité économique des services et dispositifs de l'Internet, veiller à la fiabilité et à la résilience de sorte à assurer un accès ininterrompu aux réseaux en large bande, offrir un environnement juridique et réglementaire propice, s'assurer que les contenus et les applications soient transférables pour garantir la libre circulation de l'information et l'échange des

connaissances, permettre à tous d'acquérir des connaissances et des compétences spécifiques dans le domaine des technologies de l'information et des communications et assurer la fiabilité des données.

Il est fondamental que les États et les décideurs soient au fait des possibilités offertes par l'économie numérique et sachent quels mécanismes de facilitation mettre en place pour garantir la durabilité de l'économie numérique.

Le rôle de la WOGC

La WOGC a fait des objectifs de développement durable son principal cadre d'action. Elle continue d'être l'une des principales ONG à faire concrètement bénéficier les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les autres pays en développement des avantages pratiques et transférables de l'économie numérique, de la compétitivité et de la bonne gouvernance. Elle s'efforcera de sensibiliser les États membres de l'ONU à l'importance de faire de l'économie numérique le moteur principal du développement durable.

Par ses interactions, la WOGC continuera d'être une source importante d'informations sur les meilleures pratiques dans le domaine de la numérisation. L'organisation s'engage à aider les États à augmenter leurs investissements et à développer des projets numériques pour atteindre les objectifs de développement durable. Elle travaille en coordination permanente avec ses 2 millions d'entreprises membres pour atteindre un double objectif : aider les économies nationales à délaisser le matériel au profit du numérique et à développer leurs entreprises.

La WOGC viendra compléter les efforts réalisés par l'ONU pour atteindre les objectifs de développement durable, en veillant à ce que des solutions numériques soient mises au service de la construction de logements économiquement abordables, de la promotion de l'agriculture verte, de la santé et de l'éducation pour tous ainsi que d'institutions financières numériques, de la mise en place d'écosystèmes se renforçant mutuellement, de l'évolution vers les sociétés intelligentes de demain, de l'attrait d'investissements et de spécialistes mondiaux et de l'exportation des innovations numériques à l'échelle mondiale.